

Sommaire

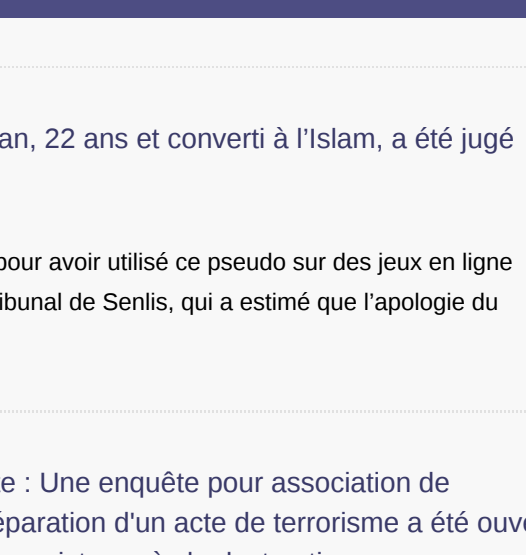
- Enquêtes et procès en cours
- Questions juridiques
- Radicalisation et extrêmes
- Lutte contre le terrorisme
- Commémorations et victimes du terrorisme
- International
- Manifestations et productions culturelles
- Pour aller plus loin

Enquêtes et procès en cours

Attentat de Magnanville : la Cour de cassation annule en partie la condamnation de Mohamed Lamine Aberouz

Sur *L'Humanité* le 24 sept. 2026

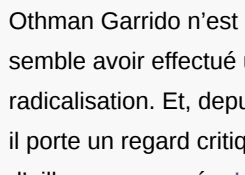
En 2025, Mohamed Lamine Aberouz avait été définitivement condamné pour complicité dans l'assassinat de Jessica Schneider et Jean-Baptiste Salvaing, un couple de policiers résidant dans les Yvelines. La Cour de cassation a annulé l'un des chefs de culpabilité ce mercredi 23 septembre. Un nouveau procès devrait donc avoir lieu. Lire la suite



Il jouait sous le pseudo « égorgeur de feux » : Bryan, 22 ans et converti à l'islam, a été jugé pour apologie du terrorisme

Par *Hervé Sénamaud* sur *Le Parisien* le 29 sept. 2026

Cet habitant de Crépy-en-Valois (Oise), qui comparaitrait pour avoir utilisé ce pseudo sur des jeux en ligne pendant un an, a été relaxé ce lundi 28 septembre par le tribunal de Senlis, qui a estimé que l'apologie du terrorisme n'était pas constituée. Lire la suite



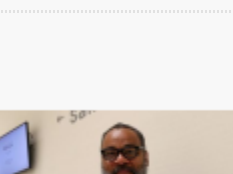
Corse / parquet antiterroriste : Une enquête pour association de malfaiteurs en vue de la préparation d'un acte de terrorisme a été ouverte par le parquet national antiterroriste après la destruction

Sur *Bulletin Quotidien* le 28 sept. 2026

Un déséquilibré mis en examen pour avoir envoyé de l'argent à des groupes terroristes en Syrie

Par *Julien Constant* sur *Le Parisien* le 25 sept. 2026

Ce quadragénaire en état de récidive légale avait mis en place un système de collecte de fonds. Il a été écroué à Paris. Lire la suite



L'ex-jihadiste français Othman Garrido condamné à 30 ans de réclusion criminelle

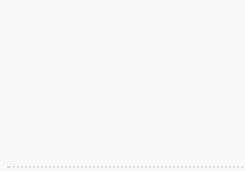
Par *AFP* sur *Franceinfo* le 22 sept. 2026

Le Montpellierain a été acquitté du chef d'assassinat, mais reconnu coupable de meurtres en bande organisée lors d'une double exécution publique en 2015 en Syrie, et d'association de malfaiteurs terroriste. Lire la suite

Au procès du djihadiste Othman Garrido, « l'inversion des valeurs » et la banalité du mal : « Très rapidement, l'humain adhère à cette violence »

Par *Soren Seelow* sur *Le Monde* le 22 sept. 2026

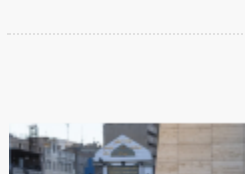
Othman Garrido n'est pas un djihadiste comme les autres. Au fil de ses six années passées en détention, il semble avoir effectué un profond travail de remise en question au sein du quartier de prise en charge de la radicalisation. Et, depuis le début de son procès devant la cour d'assises spéciale de Paris, lundi 14 septembre, il porte un regard critique ramené entendu dans cette enceinte sur son engagement djihadiste, qu'il conjugue d'ailleurs au passé. Lire la suite



Un adolescent de 15 ans proche de l'ultradroite mis en examen pour avoir projeté une attaque terroriste contre un lycée lyonnais

Sur *Franceinfo* le 19 sept. 2026

Le mineur, poursuivi pour délit de participation à une entreprise individuelle terroriste, a été placé sous contrôle judiciaire. Lire la suite



Un policier proche de l'ultradroite mis en examen et écroué, soupçonné de préparer "un acte de terrorisme"

Par *Jean-Philippe Deniau* sur *Radio France* le 18 sept. 2026

Un policier sous les verrous à Paris, mis en examen pour préparation d'actes de terrorisme et fabrication d'armes. Le fonctionnaire a été arrêté fin août dans les Yvelines, mais l'affaire n'a été révélée que jeudi soir par TF1/LCI. Lire la suite



Dieudonné condamné à six mois sous bracelet électronique pour apologie du terrorisme et injure envers Laurent Nuñez

Par *AFP* sur *Franceinfo* le 17 sept. 2026

Le tribunal correctionnel de Paris l'a aussi condamné à 5 000 euros d'amende et trois ans d'ineligibilité. Le polémiste devra par ailleurs verser respectivement 1 000 euros et un euro symbolique à l'Organisation juive européenne et à l'actuel ministre de l'Intérieur. Lire la suite

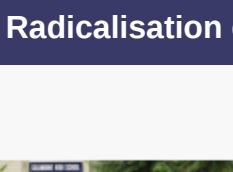
Questions juridiques



L'action civile pour les infractions connexes aux infractions terroristes

Par *Jean-Baptiste Thierry* sur *Dalloz Actualité* le 30 sept. 2026

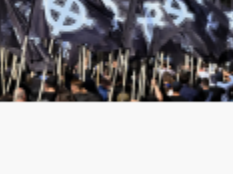
La Cour de cassation précise la manière dont le juge pénal doit appréhender les constitutions de partie civile formées pour des infractions connexes à des infractions terroristes : le juge pénal n'est en principe pas compétent pour statuer sur leur recevabilité, sauf contestation expresse. En étendant aux infractions connexes le régime de l'article 706-16-1 du code de procédure pénale, la haute juridiction explicite le régime de l'action civile en matière d'infractions terroristes tel qu'il résulte de la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019. Lire la suite



L'administration peut-elle justifier en appel une visite domiciliaire destinée à prévenir un acte de terrorisme ?

Par *Catherine Bauer-Voltes* sur *Village Justice* le 28 sept. 2026

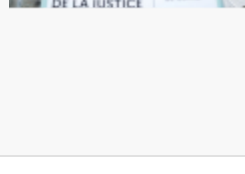
La Chambre criminelle considère, dans une décision du 8 septembre 2026 (n°25-84.536), que l'administration peut produire devant le juge d'appel, des éléments d'information complétant les indications données initialement au juge des libertés et de la détention afin de justifier une demande d'autorisation de procéder à une visite domiciliaire en vue de prévenir un acte de terrorisme. Lire la suite



La CEDH rejette une requête de Français détenus en Irak

Par *AFP* sur *Mediapart* le 23 sept. 2026

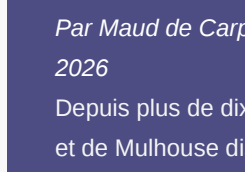
La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a rejeté mercredi une demande de 25 Français présumés djihadistes détenus en Irak qui réclamaient une intervention en urgence de la France en leur faveur, a indiqué mercredi l'institution basée à Strasbourg. Lire la suite



Des Français détenus en Irak veulent être jugés en France : l'État doit-il les rapatrier ?

Sur *Le Club des Juristes* le 22 sept. 2026

Le transfert à Bagdad de ressortissants français soupçonnés d'avoir rejoint l'État islamique ouvre une nouvelle séquence juridique. Alors qu'ils risquent la peine de mort en Irak, leur demande de retour en France pose une question centrale: jusqu'où s'étendent les obligations de l'État français? Lire la suite



Salah Abdeslam : Les conditions de détention du terroriste au cœur d'un bras de fer juridique

Par *Caroline Politi* sur *20Minutes* le 22 sept. 2026

Lundi, le tribunal administratif de Lille a refusé de lever le placement à l'isolement et les restrictions de parloir de Salah Abdeslam, seul membre encore vivant des commandos qui ont endeuillé la France le 13 novembre 2015 Lire la suite

Une nouvelle strate en matière d'anti-terrorisme : commentaire des dispositions pénales de la loi n° 2026-667 du 27 juillet 2026

Par *Valentin Weber* sur *Dalloz Actualité* le 18 sept. 2026

La loi n° 2026-667 du 27 juillet 2026 instaure de nouvelles mesures destinées à prévenir le terrorisme. D'une part, elle crée une nouvelle rétention de sûreté pour les personnes condamnées à certaines infractions terroristes (C. pr. pén., art. 706-25-23 s.). D'autre part, elle consacre, sur le modèle de la mesure judiciaire de prévention de la récidive terroriste et de réinsertion, une mesure judiciaire de prévention de la commission d'actes terroristes spécifiquement destinée aux personnes radicalisées au cours de leur détention (C. pr. pén., art. 706-25-26). Lire la suite

Cour d'assises (terrorisme) : recevabilité de l'action civile

Par *Arrêt rendu par Cour de cassation, crim., n°24-82.682, 09 septembre 2026* sur *Recueil Dalloz* le 17 sept. 2026

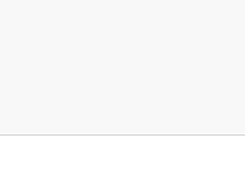
Selon l'article 706-16-1 du code de procédure pénale, issu de la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019, lorsqu'elle est exercée devant les juridictions répressives, l'action civile portant sur une infraction qui constitue un acte de terrorisme a pour seul objet de mettre en mouvement l'action publique ou soutenir cette action et ne peut tendre à la réparation du dommage causé par cette infraction. L'action civile en réparation de ce dommage ne peut être exercée que devant la juridiction civile. Lire la suite

Focus sur la prévention de la commission d'actes terroristes

Par *Héloïse Planckaert* sur *Lamyline* le 9 sept. 2026

La loi n° 2026-667 du 27 juillet 2026 vise à renforcer la sécurité, la réinsertion administrative et la prévention des risques d'attentat à été publiée au Journal officiel du 28 juillet 2026. Parmi les mesures prévues, elle instaure notamment une rétention de sûreté terroriste ainsi qu'une mesure judiciaire de prévention de la commission d'actes terroristes par des condamnés de droit commun radicalisés et de réinsertion. Focus sur ces deux nouvelles mesures. Lire la suite

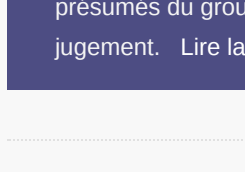
Radicalisation et extrêmes



Apprentis terroristes en France : ces rejets des «mass shooters» d'ultradroite

Par *Marion Jacquet-Vallant* et *Nicolas Lebourg* sur *Libération* le 21 sept. 2026

Derrière les apprentis terroristes d'extrême droite, dont certains ont récemment émaillé l'actualité, on retrouve des référents et des icônes communes relayées dans les forums. Analyse et tribune de deux historiens. Lire la suite



Il y a 3.000 militants d'ultra-droite en France, dont près de la moitié est surveillée par les renseignements intérieurs

Par *Delphine Evenou* sur *Radio France* le 18 sept. 2026

Les militants d'ultra-droite font les titres de l'actualité en ce moment en France, avec le procès de Rémi Daillet, celui de Loïc Le Prol et Romain Bouvier ou encore l'arrestation d'un policier exerçant dans les Yvelines ce vendredi. Quel poids ont-ils en France et quel danger représentent-ils ? Lire la suite



Désarmer la haine : dans les coulisses d'un programme de déradicalisation

Sur *Radio France* le 26 sept. 2026

Depuis 11 ans, à Colmar et Mulhouse, un programme judiciaire travaille à prévenir les passages à l'acte de personnes dites "radicalisées", islamistes, partisans de l'ultra-droite ou maccunistes. Plus de 200 personnes, notamment des mineurs, sont passés par ce dispositif. Lire la suite

Lutte contre le terrorisme

En Alsace, un programme judiciaire hors norme tente de déraciner les idéologies de haine

Par *Maud de Carpenter* sur *Mediapart* le 27 sept. 2026

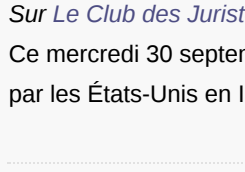
Depuis plus de dix ans, les tribunaux de Colmar et de Mulhouse disposent d'un outil judiciaire inédit de prévention contre les dérives radicales, notamment religieuses, dont les résultats sont validés peu à peu par la recherche. Avec, ces dernières années, une nette augmentation des profils de « droite identitaire ». Lire la suite



Désarmer la haine : dans les coulisses d'un programme de déradicalisation

Sur *Radio France* le 26 sept. 2026

Podcast sur le P3PDR (Programme Judiciaire de Lutte contre les Pratiques et les Dérives Radicales) mis en place à Colmar et Mulhouse. Lire la suite



L'IA d'INTERPOL a passé au crible 108 000 images pour identifier 126 suspects

Par *Mélina Loupiat* sur *Clubic* le 24 sept. 2026

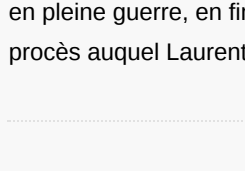
Plus de 108 000 visages extraits de la propagande djihadiste en ligne ont été triés par des agents d'intelligence artificielle, puis soumis au système de reconnaissance faciale d'INTERPOL. Au terme de l'opération Shams II, les enquêteurs ont identifié 126 combattants terroristes étrangers présumés. Lire la suite

Rapport 2026 sur le blanchiment

Par *SSER* sur *Ministère de la Justice* le 14 sept. 2026

Ce rapport porte sur le traitement judiciaire des infractions liées au blanchiment et au financement du terrorisme. Il exploite la source Cassiopée, application de gestion des procédures pénales par les juridictions. Les statistiques produites portent sur l'année 2025. Lire la suite

Commémorations et victimes du terrorisme



Lancement du concours international de maîtrise d'œuvre pour le Musée-mémorial du terrorisme

Sur *Musée Mémorial du Terrorisme* le 24 sept. 2026

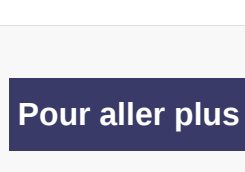
Le concours international de maîtrise d'œuvre relatif à l'implantation du Musée-mémorial du terrorisme (MMT) sur le site de la caserne Loureine, dans le 13^e arrondissement de Paris, a été lancé, jeudi 17 septembre 2026. Lire la suite



Notre communiqué de presse concernant l'application des peines V13 en Belgique (et le cas Bakkali)

Sur *APVT* le 24 sept. 2026

L'APVT déplore que les victimes du 13 novembre aient été privées de la possibilité d'exercer leurs droits concernant l'application des peines prononcées au procès V13 aux condamnés détenus en Belgique. Lire la suite



Le MMT aux Journées européennes du patrimoine à la Cour d'appel de Paris

Sur *Musée Mémorial du Terrorisme* le 22 sept. 2026

L'événement, organisé au Palais de Justice de Paris, a réuni 1464 visiteurs autour de deux propositions : une exposition photographique et une conférence. Lire la suite

Première réunion publique sur le projet du MMT dans le 13e arrondissement

Sur *Musée Mémorial du Terrorisme* le 21 sept. 2026

Le 14 septembre 2026 s'est tenue à la mairie du 13^e arrondissement de Paris la première réunion publique consacrée au projet d'implantation du Musée-mémorial du terrorisme (MMT) à la caserne Loureine. Lire la suite

Attentats du 13-novembre : Mohamed Bakkali libérable en Belgique, une réunion organisée à Paris pour informer les victimes

Sur *Franceinfo.fr* le 16 sept. 2026

En Belgique, la période de sûreté prononcée par la justice française n'est plus applicable. Un délit peut être libéré une fois un tiers de sa peine exécuté. Condamné à trente ans de réclusion en France mais détenu en Belgique, Mohamed Bakkali demande désormais sa libération conditionnelle. Lire la suite

International

Le procès de jihadistes français s'ouvre en Irak

Par *AFP* sur *Le Figaro* le 20 sept. 2026

Six jihadistes français vont être jugés à partir de dimanche en Irak, où des milliers de membres présumés du groupe Etat islamique (EI), de différentes nationalités, sont détenus en attente de leur jugement. Lire la suite

États-Unis, Irak La coalition contre Daech au défi de Trump et de la nouvelle stratégie américaine de contre-terrorisme

Par *Anoine Izambard* sur *l'expression de Online* le 29 sept. 2026

Les membres de l'alliance internationale dédiée à la lutte contre l'État islamique se réunissent à Rome, le 1er octobre. Ce alors que l'administration Trump tente depuis les printemps d'orienter la coalition vers ses priorités du moment. Lire la suite

La caution d'un terroriste néonazi est révoquée en attendant sa condamnation

Par *Jean-Philippe Nadeau* sur *ici (Canada)* le 28 sept. 2026

La juge au procès de Kristoffer Nippak a révoqué lundi la mise en liberté sous caution du terroriste, en attendant son audience pour la détermination de la peine à la fin octobre. Le Torontois a été reconnu coupable, au début du mois, de participation à une activité terroriste pour le compte de la défunte Division Atomwaffen. Lire la suite

"On enquêtait sur eux": ce que l'on sait de l'arrestation de 5 suspects près d'une base américaine au Royaume-Uni

Par *AFP* sur *TV5MONDE* le 28 sept. 2026

Cinq hommes soupçonnés de "préparation d'un acte terroriste" ont été arrêtés dans la nuit du samedi 26 septembre au dimanche 27 dans l'ouest de l'Angleterre, près d'une base militaire utilisée par l'armée de l'air américaine. Lire la suite

Sur la piste saoudienne des attentats du 11-Septembre

Par *Christophe Ayad* et *Guillaume Dasqué* sur *Le Monde* le 26 sept. 2026

Dossier composé de quatre articles. L'implication de l'Arabie saoudite dans les attentats fait l'objet de révélations de plus en plus nombreuses, sans cesse entravées au nom de la raison d'Etat. Lire la suite

ONU : le discours du président iranien, "nous sommes victimes du terrorisme"

Sur *France24* le 23 sept. 2026

Le président iranien Massoud Pezeshkian a affirmé mercredi 23 septembre que son pays avait été "victime du terrorisme", en référence à l'offensive militaire des États-Unis et Israël contre la République islamique d'Iran. Lire la suite

Au Sri Lanka, 14 accusés reconnus coupables pour leur participation aux attentats jihadistes de Pâques 2019

Par *AFP* sur *Franceinfo* le 22 sept. 2026

Sur les 24 personnes qu'elle jugeait, la Haute cour de la capitale Colombo en a acquitté neuf, et n'a retenu qu'une partie des charges contre la dernière. Lire la suite

Irak : 12 ans après son arrivée, le retrait de la coalition internationale anti-djihadiste s'achève

Sur *Le Club des Juristes* le 30 sept. 2026

Ce mercredi 30 septembre marque l'achèvement du retrait de la coalition internationale anti-djihadiste menée par les États-Unis en Irak. Lire la suite

OJ-L_202602143: Règlement d'exécution (UE) 2026/2143 de la Commission du 18 septembre 2026 modifiant pour

Sur *EUR-Lex* le 21 sept. 2026

OJ-L_202602143: Règlement d'exécution (UE) 2026/2143 de la Commission du 18 septembre 2026 modifiant pour la 361e fois le règlement (CE) no 881/2002 du Conseil instituant certaines mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités liées aux organisations EIL (Daech) et Al-Qaida Lire la suite

Manifestations et productions culturelles

«Unabomber»: portrait du terroriste en jeune homme

Par *François Lévesque* sur *Ledevoir.com* le 25 sept. 2026

Entre 1978 et 1995, des bombes dissimulées dans des colis firent trois morts et 23 blessés un peu partout aux États-Unis. L'enquête qui mena à l'arrestation du coupable, Theodore Kaczynski, fut la plus longue de l'histoire du FBI. Dans Unabomber, un thriller historique raconté en deux temps, on assiste, en alternance, à la mise au monde » du futur terroriste endogène, et aux derniers mois de sa traque. Lire la suite

Financement du terrorisme : On a lu « Le Visage du capital » de Laurent Binet, sur le procès du cimetier Lafarge

Par *Maryann Charauu* sur *Sudouest.fr* le 30 sept. 2026

En première instance, le cimetier Lafarge a été condamné pour avoir à faire tourner son site syrien de Jalabiya en pleine guerre, en finançant des organisations terroristes et au détriment de sa sécurité de ses employés. Un procès auquel Laurent Binet a assisté. Il raconte. Lire la suite

Aux origines des terrorismes

Sur *Franceinfo.fr* le 28 sept. 2026

Le terrorisme fait chaque année des milliers de morts dans le monde, des morts connus et inconnus. Dans l'Antiquité, au Moyen Âge, à une époque où le mot terrorisme n'existait pas, on faisait déjà un usage démesuré de la terreur, à l'avenir avec les guerres de religion. Le terrorisme a une histoire, et une préhistoire, qui a frappé tous les pays et qui éclaire tous les attentats d'aujourd'hui. Au cours de 3 épisodes, cette histoire est racontée notamment par les spécialistes Johann Chapoutot (professeur d'histoire contemporaine à la Sorbonne), Gilles Ferragu (maître de conférences à l'université Paris Nanterre et Sciences Po Paris), Asiem El Difraoui (poltologue, Candid Fondation), Nicole Bacharan (poltologue française spécialiste des États-Unis)... Lire la suite

La Chaire HiGeSeT était présente au colloque « La loi du 9 septembre 1986, quarante ans après »

Par *Rédaction du site CRGN* sur *Gendarmerie nationale* le 25 sept. 2026

Cyprien Martin, doctorant affilié à la Chaire HiGeSeT – Histoire, Gendarmerie, Sécurité & Territoire(s), a assisté au colloque « La loi du 9 septembre 1986, quarante ans après. Histoire, pratiques et représentations de la lutte contre le terrorisme et pour le droit des victimes ». Coorganisé par le Musée-mémorial du terrorisme et les laboratoires CERLIS et l'Institut des sciences sociales du politique – ISP, cet événement s'est tenu les 9 et 10 septembre 2026 à l'Université de Nanterre. Lire la suite

Pour aller plus loin

Seine-Saint-Denis : L'association gérant la mosquée d'Aulnay dissoute en Conseil des ministres

Par *AFP* sur *20Minutes* le 16 sept. 2026

Le gouvernement a prononcé mercredi la dissolution de l'association gérant la mosquée de Chanteloup à Aulnay-sous-Bois. Le lieu de culte est accusé par les autorités d'avoir hébergé des discours légitimant le terrorisme et le « djihad armé ». Lire la suite

Appel à contributions: (1) La répression transnationale dans le cadre de la lutte contre le terrorisme ; (2) Les concepts d'« extrémisme violent » et d'« extrémisme »

Par *Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et la lutte antiterroriste* sur *Nations Unies* le 1 oct. 2026

Contribuer à l'élaboration du rapport thématique du Rapporteur spécial des Nations Unies qui sera présenté au Conseil des droits de l'homme en mars 2027. Le rapport vise à : Identifier les formes de répression transnationale dans le contexte de la lutte contre le terrorisme et les obligations des États en matière de prévention et de répression de ce phénomène ; Examiner les concepts et les définitions de l'« extrémisme violent » et de l'« extrémisme », la légitimité de leurs objectifs et leur conformité avec le droit international. Les contributions/observations peuvent être envoyées par courriel. Elles doivent être reçues avant le 15 novembre 2026 23 h 30 (heure de Genève). Lire la suite